



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe

Réservé
au
Moniteur
belge

19322690



Déposé
21-06-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 25/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0728729227

Nom :

(en entier) : DL BATI

(en abrégé) :

Forme légale : Société en nom collectif

Adresse du siège : Avenue des Combattants 215

1332 Rixensart (Genval)

Belgique

Objet de l'acte : Constitution

L'an deux mille dix-neuf, le 17 juin ont convenu les soussignés

STANKOVIC Danka Jacqueline née le 10.12.1986 à Bruxelles, domiciliée à Rue Tiberghien 15 à 1210 Saint-Josse NN 86.12.16-388.52

FILIPOVIC Blagoje, né le 06.04.1998 à Belgrade, Serbie, domicilié à Zeleznicka 37, 11000 Nozdovac Rupanj, Serbie

VUCKOVIC Aleksandar, né le 20.06.1978 à Pristina, Serbie, domicilié Kralja Milutina 105, 10069 Pristina, Serbie

De constituer une société en nom collectif sous la dénomination « DL BATI ».

Les comparants déclarent que les 100 (cent) parts sont à l'instant souscrites en espèces comme suit :

STANKOVIC Danka nonante parts (90), soit quatre mille cinq cent EUR (4.500 EUR)

FILIPOVIC Blagoje cinq parts (5), soit deux cent cinquante EUR (250 EUR)

VUCKOVIC Aleksandar cinq parts (5) soit deux cent cinquante EUR (250 EUR)

STATUTS

Article 1 : forme et dénomination de la société

La société adopte la forme de Société en Nom Collectif. Elle est dénommée « DL BATI »

Article 2 : siège social

Le siège social est établi à Avenue des Combattants 215, 1332 Genval. Il peut être transféré en tout autre endroit en Belgique par simple décision de la gérance.

Article 3 : objet social

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers ou en participation avec ceux-ci :

Entreprise générale de construction

Construction, préparation de sites, démolition d'immeubles et terrassements, le déblayage des chantiers, terrassement, creusement, comblement, l'exécution de forages horizontaux Travaux d'installation généralement Travaux d'isolation

Le nettoyage de bâtiments nouveaux et la remise en état des lieux après travaux

Travaux de plâtrerie

Travaux d'entretien et réparations mécaniques pour des tiers

Travaux de menuiserie, plomberie, électricité, toiture et étanchéité

Montage de menuiserie extérieure et intérieure : portes, fenêtres, escaliers, placards de cuisine équipés, équipements pour magasin, dormants de portes et fenêtres, etc.

Montage de cloisons mobiles, revêtements de murs, de plafonds, etc.

Pose de parquets et autres revêtements de sols en bois, revêtements de cloison en bois Pose de vitres, miroirs, travaux de finition etc.

Maçonnerie

Pose de chape, plomberie, carrelage, chauffage central et ventilation, toiture étanchéité, isolation

Nettoyage de bureau et tous autres locaux à usage privé, professionnel, commercial et industrielles Les autres activités de construction spécialisée

Toute opération de sous-traitance locale, régionale, nationale ou internationale se rattachant directement ou indirectement à son objet social

Exploitation de restauration, taverne, brasserie, salles de fêtes, cafés et de matière générale de toutes activités du secteur Horeca

Intermédiaire en produits divers

Fabrication de cadres métalliques ou d'ossatures pour la construction

Fabrication de constructions préfabriquées principalement en métaux : baraques de chantier, éléments modulaires pour expositions, cabines téléphoniques, etc.

Travaux d'entretien et réparations mécaniques pour des tiers

Construction générale de bâtiments résidentiels

Construction de lignes et de réseaux de télécommunication

Travaux de terrassement : creusement, comblement, nivellement de chantiers de construction, ouverture de tranchées, dérochement, destruction à l'explosif, etc.

Installation de systèmes de télécommunication et installations informatiques

Mise en œuvre dans des bâtiments ou d'autres projets de construction de : matériaux d'isolation thermique, matériaux d'isolation acoustique et anti vibratile

Travaux d'isolation de canalisations de chauffage ou de réfrigération

Travaux d'isolation de chambres froides ou d'entrepôts frigorifiques Installation de stores et bannes

Installation d'antennes d'immeubles et paratonnerres

Peinture de navires et de bateaux par des unités non spécialisées

Ravalement des façades

Exécution de travaux de rejointoiement

Mise en place de fondations, y compris le battage de pieux

Montage d'éléments de structures métalliques non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux

Exécution pour les tiers de travaux de levage

Montage et démontage d'échafaudages et de plates-formes de travail

Intermédiaires du commerce en produits divers

Levée, acheminement et distribution du courrier et des colis

Distribution et la livraison du courrier et des colis

Autres activités de poste et de courrier

Nettoyage courant des bâtiments

Autres activités de nettoyage des bâtiments ; nettoyage industriel

Nettoyage intérieur de bâtiments de tous types : bureaux, usines, ateliers, locaux d'institutions et autres locaux à usage commercial ou professionnel, immeubles à appartements, etc.

Nettoyage des vitres

Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a

Activités de nettoyage

Autres activités de nettoyages des bâtiments

Nettoyage industriel,

Autres activités de nettoyage,

Nettoyage courant des bâtiments

Fabrication de nettoyeur à haute pression, de matériel industriel de nettoyage au sable et similaires

Nettoyages des vitres

Autres activités de nettoyage,

Autres activités de nettoyage des bâtiments ; nettoyage industriel,

Commerce de détail de produits de nettoyage,

Nettoyage d'articles en cuir ou en fourrure

Nettoyage courant des bâtiments

Nettoyage des tapis, des moquettes, des tentures et des rideaux ;

Nettoyage des trains, des autobus, des avions, des navires, etc. y compris les navires pétroliers

Nettoyage de bâtiments nouveaux et remise en état des lieux après travaux ;

Nettoyage à la vapeur, le sablage et les activités analogues appliquées aux parties extérieures des bâtiments

Nettoyage intérieur de bâtiments de tous types : bureaux, usines, ateliers, locaux d'institutions et autres locaux à usage commercial ou professionnel, immeubles à appartements, etc.

Réparation de vêtements et d'autres articles textiles ou les petites retouches apportées à ces articles lorsqu'elles

sont faites en liaison avec le nettoyage

Lavage, blanchissage, nettoyage à sec, repassage, teinture, etc., des habits et textiles pour le compte d'entreprises, utilisateurs professionnels ou exploitants de magasins-dépôts,

Traitement (ramassage, lavage, repassage, livraison à domicile, etc.) du linge à une échelle non industrielle et nettoyage d'articles d'habillement pour le compte de particuliers ;

Lavage de véhicules automobiles,

Autres travaux de finition

Travaux de plomberie

Activités combinées de soutien lié aux bâtiments ;

Article 4 : DUREE

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, prise comme en matière de modification de statuts

Article 5 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq mille Euros (5000 EUR), divisé en cent (100) parts sociales, sans mention de valeur nominale représentant chacune 1.00 % de l'avoir physique et social.

Article 6 : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

-A/Cession libres

Les parts peuvent cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un associé, au conjoint du cédant ou de testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des associés

-B/Cessions soumises à agrément et préemption

La procédure d'agrément et la procédure consécutive éventuelle de préemption s'appliquent aux cessions et transmissions d'actions à titre onéreux ou gratuit, à des tiers autres que ceux visés à l'alinéa précédent

Cession entre vifs

Tout associé qui voudra céder ses parts entre vifs à une personne autre que celle visées au point au, devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins d'associés, possédant les trois quarts au moins des associés, possédant les trois quarts au moins des parts sociales, déduction faite des parts dont la cession est proposée

A cette fin, il devra adresser à la gérance, sous pli recommandée, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domicile ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert

Dans huit jours de la réception de cette lettre la gérance en transmet la teneur, par pli recommandée, à chacun des associés, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par écrit dans un délai de quinze jours et en signant que ceux qui s'abstiennent de donner leur avis seront considérés comme donnant leur agrément.

Cette réponse devra être envoyée par pli recommandée.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, la gérance notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours

Si les associés n'agrément pas le cessionnaire proposé, le cédant a dix jours à dater de l'envoi de la notification de gérance pour décider et notifier s'il renonce ou non à son projet de céder à des tiers. A défaut de notification à la gérance par le cédant à qui l'on a opposé un refus d'agrément, il est présumé renoncer à son projet de cession. S'il ne renonce pas à son projet, il s'ouvre au profit des autres associés un droit de préemption sur les parts offertes en vente, ce dont la gérance avise sans délai les associés

Dans le mois de cette notification par la gérance, les autres associés peuvent exercer un droit de préemption au prorata des parts sociales qu'ils possèdent dans la société. Le droit de préemption dont certains associés ne feraient pas usage accroit au droit de préemption des associés qui en font usage toujours au prorata des parts sociales dont ils sont déjà propriétaires En cas de silence d'un associé, il est présumé refuser l'offre

En cas d'exercice au droit de préemption, les parts sociales sont acquises au prix offert par le tiers ou, en cas de contestation sur ce prix, aux prix à déterminer par un expert désigné de commun accord par les parties, ou à défaut d'accord par l'expert désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la requête de la partie la plus diligente

L'associé qui se porte acquéreur des parts sociales d'un autre associé en application des alinéas précédents, en paie le prix dans un délai de trente jours à compter de la détermination du prix

Les notifications faites en exécution du présent article sont faites par lettres recommandées à la poste, les délais commençant à courir à partir de la date d'expédition de la lettre apposée sur le récépissé de la recommandation postale

Les lettres peuvent être valablement adressées aux associés à la dernière adresse connue de la société

Transmission par décès

Les dispositions qui précèdent s'appliquent mutatis mutandis aux transmissions par décès aux héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associé aux termes des présents statuts

La demande d'agrément sera faite par le ou les héritiers ou par les légataires des parts, autres que ceux visés au

Volet B - suite

point A1. Ils peuvent exiger leur agrément si toutes les parts recueillent ne sont pas réceptionnés dans le délai prévu

Article 7 : REGISTRE DES PARTS

Les parts, nominatives, sont inscrites dans un registre tenu au siège social dont tout associé ou tout tiers intéressé pourra prendre connaissance, y seront relatés, conformément à la loi, les transferts ou transmissions de parts. Le registre UBO sera tenu simultanément.

Article 8 : DESIGNATION DU GERANT

La société est administrée par un ou plusieurs gérants associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée, et pouvant dans cette dernière hypothèse, avoir la qualité de gérant statutaire. L'assemblée qui les nomme fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs de la gérance lui est attribué. Si une personne morale est nommée gérant ou administrateur, elle désignera parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission et pourra également désigner un suppléant pour pallier tout empêchement de celui-ci. A cet égard, les tiers ne pourront exiger de justification des pouvoirs du représentant et du représentant suppléant, autre que la réalisation de la publicité requise par la loi de leur désignation et qualité de représentant.

Article 9 : POUVOIRS DU GERANT

Conformément à l'article 257 du Code des Sociétés, chaque gérant peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant. Chaque gérant peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tous mandataires.

Article 10 : RENUMERATION DU GERANT

L'assemblée générale décide si le mandat de gérant est ou non exercé gratuitement. Si le mandat de gérant est rémunéré, l'assemblée générale, statuant à la simple majorité des voix, ou l'associé unique, détermine le montant de cette rémunération fixe ou proportionnelle. Cette rémunération sera portée aux frais généraux, indépendamment de tous frais éventuels de représentation, voyages et déplacements.

Article 11 : CONTROLE DE LA SOCIETE

Aussi longtemps que la société répondra aux critères énoncés à l'article 15 du Code des Sociétés, il ne sera pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Dans ce cas, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires ; il peut se faire représenter ou de se faire assister par un expert-comptable. La rémunération de ce dernier n'incombe à la société que s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire, en ces derniers cas, les observations de l'expert-comptable sont communiquées à la société.

Article 12 : REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

L'assemblée générale ordinaire des associés se tient le deuxième vendredi du mois de juin de chaque année, à quatorze heures, soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation. L'assemblée générale se réunit extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur la demande d'associés représentant le cinquième du capital. Les assemblées générales sont convoquées à l'initiative du ou des gérants ou des commissaires. Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément au Code des Sociétés ; elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les associés consentent à se réunir. Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont consignés dans un registre tenu au siège social. Ils sont signés par les membres du bureau et par les associés présents qui le demandent. Les expéditions, copies ou extraits sont signés par un gérant.

Article 13 : DROIT DE VOTE

Dans les assemblées, chaque part donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales ou statutaires, régissant les parts sans droit de vote.

Article 14 : COMPTES ANNUELS

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. A cette date, les écritures sociales sont arrêtées et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels, conformément à la loi.

Article 15 : DISSOLUTION DE LA SOCIETE

La société n'est pas dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés. Si les parts ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des titres libérés dans une : proportion supérieure. L'actif net est partagé entre les associés en proportion des parts qu'ils possèdent, chaque part conférant un droit égal.

Article 16 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, gérant, liquidateur, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social ou toutes les communications, sommations, assignations, significations peuvent lui être valablement faites

Article 17 : DROIT COMMUN

Les parties entendent se conformer entièrement au Code des Sociétés

En conséquence, les dispositions de ce code, auxquels il ne serait pas licitement dérogé, sont réputés inscrites dans le présent acte et les clauses contraires aux dispositions impératives de ce code sont censées non écrites

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

A l'instant, les associés se sont réunis et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes, qui n'auront d'effet qu'au moment où la société sera dotée de la personnalité morale, c'est-à-dire au jour du dépôt de l'extrait du présent acte au greffe du tribunal de commerce compétent

Premier exercice social

Le premier exercice social commencera le jour du dépôt se clôtura le 31 décembre 2020.

Première assemblée générale ordinaire

La première assemblée générale ordinaire aura lieu le deuxième vendredi du mois de juin deux mille-vingt-et-un.

3. Nomination des gérants non statutaires

-L'assemblée décide de fixer le nombre des gérants à deux (2)

STANKOVIC Danca née le 16.12.1986 à Bruxelles, domiciliée à Rue Tiberghien 15,1210 Sain Josse NN

86.12.16.388.52

SNC MAIL & MORE, Avenue des Combattants 215, 1332 Genval enregistré sous le n° 0648.723.300

représentée par M. VILLANCE Noël, NN 54.12.30-197.24

Les gérants sont nommés jusqu'à révocation et peuvent valablement représenter la société sans limitation de sommes.

Le mandat de gérant est exercé à titre gratuit, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Commissaire

L'assemblée décide de ne pas nommer de commissaire, la société n'y étant pas tenue.

Reprise des enlacements souscrits au nom de la société en formation

En application de l'article 60 du Code de la Société, la société reprend les engagements contractés en son nom tant qu'elle était en formation, et ce depuis le dix-sept juin deux mille dix-neuf. Les comparants ratifient expressément tous les engagements de la société pris ou à prendre avant le dépôt du présent acte au greffe du Tribunal de commerce compétent, sous la condition suspensive dudit dépôt ; les comparants donnent tout mandat aux représentants de la société, désignées par ailleurs, à l'effet d'entreprendre les activités sociales, le simple dépôt au greffe emportant de plein droit reprise de ces engagements par la société